

L'opposition en colère contre le référendum constitutionnel du président Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



Le président de la Guinée Alpha Condé a annoncé, mardi 4 février, l'organisation d'un référendum constitutionnel fixé au 1er mars 2020, le même jour que des élections législatives. Cette décision a provoqué l'ire de l'opposition qui y voit un manœuvre pour briguer un troisième mandat.

Le président guinéen Alpha Condé a fixé au 1^{er} mars la tenue d'un référendum constitutionnel et de législatives, malgré l'intense contestation de l'opposition qui dénonce une manœuvre pour briguer un troisième mandat fin 2020.

Le décret présidentiel a été lu mardi 4 février au soir sur les médias d'État – télévision et radios -, provoquant une série de réactions outrées de l'opposition, qui entend empêcher le bon déroulement des législatives et de cette consultation constitutionnelle.

Lundi soir, un autre décret du chef de l'État avait annoncé que les élections législatives, prévues le 16 février après

avoir été

déjà maintes fois reportées, auraient finalement lieu le 1^{er} mars.

Vives tensions

L'annonce de la date du référendum, attendue depuis des semaines, risque d'accroître les tensions déjà vives dans ce pays de 13 millions d'habitants, pauvre malgré d'importantes ressources minières.

La [Guinée](#)

est le théâtre depuis mi-octobre de protestations contre le projet prêté de longue date au président, élu en 2010 et réélu en 2015, de chercher à se succéder fin 2020. L'actuelle Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

[L'avant-projet de nouvelle Constitution divulgué en décembre](#)

et qui sera soumis à référendum dans moins d'un mois maintient cette limite. Mais l'opposition soupçonne que l'adoption d'une nouvelle Constitution serve à Alpha Condé de prétexte pour remettre son compteur présidentiel à zéro.

Alpha Condé, 81 ans, dénonce l'actuelle loi fondamentale, datant de 2010, comme un concentré d'intérêts corporatistes comportant des lacunes et incohérences.

Alors que la communauté internationale, dont l'ONU et la France, s'inquiète des troubles dans le pays, il a récemment averti

que personne ne dicte à la Guinée ce qu'elle doit faire.

Boycott des législatives

Rien de tout ce que fait Alpha Condé ne surprend. C'est à nous de faire ce que nous avons promis de faire, a déclaré, mercredi 5 février, le chef du Bloc Libéral (BL), un parti d'opposition qui boycottera les législatives. À savoir : dénier au chef de l'État la possibilité d'organiser les élections à n'importe quelle date, lui dénier le référendum sur la nouvelle Constitution et dénier à Alpha Condé le 3^e mandat.

En revanche, un autre parti politique, l'Union des Forces démocratiques (UFD) a choisi de participer aux législatives, contrairement à la majorité de l'opposition, qui a décidé de boycotter et même d'empêcher la tenue du scrutin. Mais pour son président, Mamadou Bah Baadiko, le couplage des législatives et du référendum relève du banditisme politique.

On va insister auprès de nos électeurs, on ne touche pas à un seul bulletin du référendum et on ne vote que pour les législatives, a déclaré Mamadou Bah Baadiko.

L'annonce du référendum le même jour que les législative va enclencher une situation qui va être très difficile à gérer, selon Abdoul Gadiry Diallo, président de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH). Dans un communiqué publié mardi, l'ONG avait estimé que la paix et l'unité nationale n'ont jamais été aussi menacées en Guinée que maintenant.

Incertitude sur la candidature d'Alpha Condé à un troisième mandat

Alpha Condé garde jusqu'ici le silence sur ses intentions, ne disant pas s'il compte se représenter à la fin de l'année.

Mais l'éventualité d'un troisième mandat a fait descendre à plusieurs reprises dans la rue des dizaines, voire des centaines de milliers de Guinéens à l'appel d'un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile, le Front national pour la Défense de la Constitution (FNDC).

Le coordinateur national du FNDC, Abdourahmane Sanoh, estime que le couplage des législatives et du référendum n'est qu'une astuce pour amener davantage de personnes aux urnes.

« Ils veulent aller jusqu'au bout le 1^{er} mars et le FNDC est prêt à aller jusqu'au bout pour empêcher qu'il y ait effectivement le référendum », a-t-il déclaré mercredi lors d'une conférence de presse.

Le mouvement a été plusieurs fois durement réprimé et s'est accompagné de troubles à travers le pays. Au moins 28 civils et un gendarme ont été tués depuis mi-octobre. Les manifestations ont toutefois été suspendues par le FNDC.

Opposant historique qui connut l'exil et la prison, Alpha Condé a été le premier président démocratiquement élu en 2010. Son avènement a marqué l'instauration d'un gouvernement civil après des décennies de régimes autoritaires et militaires.

L'opposition dénonce toutefois une dérive dictatoriale.

Cet article est republié à partir de [Ouest-France](#). Lire l'original [ici](#)

**SCAN: «La résistance à l'oppression est un droit constitutionnel, la résistance à la dictature est un droit constitutionnel []»
Cellou Dalein Diallo**

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



SCAN POLITIQUE [archiver des paroles et des écrits]



Abdourahmane Sano, coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« Alpha Condé n'est pas seul. Il est avec le président de la cour constitutionnelle qui s'est rendu complice de sa démarche. Il doit démissionner. Kory Kondiano, dont le mandat est terminé depuis le 14 janvier 2019, doit démissionner. Ces trois personnalités doivent désormais être dans la ligne de mire de notre combat pour les libérer des bandits qui les prennent en otage pour continuer à piller notre économie. »

La source [ici](#)



Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« La résistance à l'oppression est un droit constitutionnel, la résistance à la dictature est un droit constitutionnel, il faut qu'on se mobilise à partir du 13 janvier pour demander le départ d'un

président qui a perdu toute la légitimité parce qu'il a violé la constitution. »

La source [ici](#)



Faya Millimouno, président du Bloc Libéral (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« Nous sommes confiants quant à la possibilité du peuple de Guinée de se faire entendre. Il n'y aura plus jamais de 3^e mandat dans ce pays. Ça, c'est terminé »

La source [ici](#)

« Il n'y aura pas de référendum dans ce pays pour une nouvelle Constitution. Nous avons également dit qu'il n'y aura pas une élection bâclée dans ce pays qui pourrait conduire à la violence. C'est pour cette raison qu'aucun parti majeur de l'opposition n'a déposé de dossier pour ces élections programmées et nous ne reculerons pas. »

La source [ici](#)



Sidya Touré, président de l'UFR (à l'occasion de l'assemblée générale hebdomadaire de son parti le 4 janvier 2020)

« Les Guinéens ont trop souffert. Je l'ai dit dans mon adresse à la nation. 2019 a été une année de perdu pour les Guinéens. [] En 2009, quand l'armée avait voulu confisquer le pouvoir, nous nous sommes tous levés pour faire en sorte que le pouvoir soit rendu au peuple. Nous poursuivons le même combat. Le pouvoir doit revenir au peuple conformément à la constitution. »

La source [ici](#)

« Nous sommes en 2020, c'est la refondation de l'Etat. Nous sommes dans un état néant, il n'y a rien, c'est une seule personne qui fait tout. [] Nous sommes tombés trop bas, notre pays est complétement foutu »

La source [ici](#)



Sékou koundouno, responsable à la planification du FNDC (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« On ne peut pas laisser un groupe de gangsters faire de cette Guinée ce qu'ils veulent dans l'illégalité totale. Le référendum se passera sur nos cadavres, car il n'y en aura pas et nous empêcherons la tenue de n'importe quelle

élection truquée »

La source [ici](#)

SCAN : « Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique » Sidya Touré

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



Bah Oury, président de l'UDD (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Il ne peut pas y avoir du Koudéisme encore en Guinée. Nous avons vu les effets du Koudéisme entre 2000 et 2010. On ne peut pas

répéter à chaque fois nos fautes antérieures »

« Le président Alpha Condé doit entendre la voix du peuple qui lui dit 'abandonne le projet de nouvelle constitution, organise correctement les élections législatives et présidentielles et tu sortiras par la grande porte et tu auras une sortie honorable. »

[La source ici](#)

« La CENI ne peut pas se permettre de dire qu'en 25 jours, elle peut enrôler tout le monde alors qu'il y a des risques, il y a du matériel qui manque un peu partout, comme s'ils font exprès, il y a des délais qui ne sont pas respectés du tout. Donc il y a une volonté manifeste de ne pas favoriser l'enrôlement de toute la population électorale guinéenne. »

[La source ici](#)



Abdourahmane Sanoh, coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (Décembre 2019, à l'occasion d'une marche du FNDC)

« Le pouvoir qu'il a, lui a été confié par le peuple. Le 20 décembre 2020 le peuple va retirer son pouvoir et le remettre à quelqu'un d'autre. Qu'il le veuille ou pas »

[La source ici](#)

« Nous allons mettre fin à cette volonté de tripatouiller notre constitution. Nous allons transformer leur rêve en

cauchemar. »

[La source ici](#)



Sidya Touré, président de l'UFR

« Les guinéens sont en train de mourir partout alors que nous sommes l'un des pays les plus riches d'Afrique. Mais cette richesse est pillée par le pouvoir. Il faut qu'on change de régime. Il faut laisser la place à un autre qui va nous proposer une autre solution. »

[La source ici](#)



Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin (Décembre 2019, en visite en Guinée dans le cadre d'une mission de bons offices du National democratic institute)

« Si on veut que le train qui a démarré et que la locomotive c'est le Nigéria, il faut que des wagons se mettent en place. Nous sommes venus pour voir dans quel état se trouve le wagon de la Guinée. Dans une famille, ceux qui sont les membres, s'il y a quelque chose, ce sont eux qui viennent. C'est pourquoi nous sommes venus pour que la paix règne en Guinée. Nous voulons que ce pays continue d'aller de l'avant avec

toutes ses immenses richesses. »

[La source ici](#)



**Elie Kamano, artiste reggaeman et président du parti
Nouvelle Guinée Possible (Décembre 2019)**

« On n'a pas besoin de ces élections législatives, parce que le futur Président de la République de Guinée, aura besoin d'une légitimité parlementaire et organisera les élections législatives »

[La source ici](#)



**Déclaration des femmes lors d'une marche contre les tueries
et l'impunité en Guinée (Décembre 2019)**

« Nous ne voulons pas nous livrer à un décompte macabre mais nous avons le devoir d'informer l'opinion nationale et internationale que le chiffre 127 morts est atteint depuis la semaine dernière. Cela ne laisse pas une femme tranquille. Nous ne sommes pas loin des 157 guinéens massacrés au stade du 28 septembre 2009... Nous femmes de Guinée, nous réitérons notre exigence pour la mise en place de la commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les cas des 127 morts complètement identifiés »

[La source ici](#)



Gabriel Curtis, ministre en charge des investissements et des partenariats public-privé (Décembre 2019, à l'occasion de la journée internationale anti-corruption)

« En Guinée, la corruption est encore persistante. Selon les rapports 2011 et 2017 de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLCL), le volume des pots de vin en Guinée avoisine en moyenne 600 milliards de francs guinéens chaque année. La même source indique que les opérateurs économiques déclarent avoir payé près de 500 milliards de francs guinéens par an en paiement non officiel et 75% des entreprises affirment faire des cadeaux pour obtenir des contrats »

[La source ici](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « Il faut que chacun (e) commence par respecter la parole donnée et l'engagement public pris. » Kémoko Touré

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



Kémoko Touré, ancien DG de la CBG, Ecrivain (octobre 2019)

« Les monstres des différentes générations, après avoir envoyé leurs enfants pour étudier à l'étranger avec le produit des détournements, tentent aujourd'hui de les faire revenir dans leurs pays respectifs d'origine pour les installer aux commandes de l'Etat et du secteur privé et ce, dans le seul souci de s'assurer une sortie honorable et une impunité à vie. Ces jeunes qui ne sont pas responsables des actes anti-patriotiques de leurs parents doivent faire attention au jugement de l'Histoire en refusant de poursuivre le processus de destruction engagé par leurs géniteurs. »

« Aux responsables de tous bords politiques d'aujourd'hui, à commencer par ceux qui sont en responsabilité, je dis clairement que vous ne pouvez pas passer votre temps à parler

de paix et de concorde nationale lorsque les actes posés au quotidien montrent que vous préparez une guerre fratricide. Il faut que chacun (e) commence par respecter la parole donnée et l'engagement public pris. Il faut en outre civiliser les rapports avec le souci exclusif d'éradiquer les causes de la pauvreté endémique des populations. »

[Lire la source : Ledjely](#)



Abdourahamane Sanoh, coordinateur national du FNDC, ancien ministre (octobre 2019)

« Les promoteurs du troisième mandat, le président en tête, veulent brûler le pays. Nous, on n'est pas prêts à les laisser faire. »

« On s'en fout des PA ([Points d'Appui](#)), on s'en fout de l'interdiction des manifestations. La constitution nous consacre le droit de manifester. »

[Lire la source : Visionguinee](#)



Faya Millimouno, président du Bloc Libéral (BL) (octobre 2019)

« En ce moment-même, nous connaissons le plus grand défi

politique de notre histoire postcoloniale, la pratique de la pseudo-démocratie sous le régime du président Alpha Condé. Cette pseudo démocratie s'exprime par la pression que le régime exerce sur la presse, limitant ainsi la liberté d'expression ; la pratique de la fraude à grande échelle au cours des consultations électorales ; la confiscation du pouvoir dans les mains d'un seul homme, assujettissant ainsi les législatives et le Judiciaire. »

« Chaque peuple, comme l'a dit Frantz Fanon, a une mission historique à accomplir. Le peuple de Guinée est en ce moment à la croisée de son chemin politico-historique ; il ne doit rester ni silencieux ni passif. Il doit absolument déjouer activement le coup d'État « civil » ourdi par le régime actuel et ses acolytes. L'heure de la lutte de la démocratie contre la dictature a sonné. »

[Lire la source : Mediaguinee](#)

*Un scan réalisé par **Sékou Chérif Diallo***